

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE VENEZUELA—LE REFUS DE PERMIS POUR L'IMPORTATION DE WAGONS-CITERNES

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): J'ai une question pour le ministre de l'Industrie et du Commerce, monsieur l'Orateur. Comme le gouvernement du Venezuela a décidé de ne pas accorder de permis pour l'importation de wagons-citernes fabriqués par une usine de Regina et comme le Canada importe de ce pays pour une valeur de quelque 255 millions de dollars de plus qu'il n'y exporte, le ministre nous dira-t-il si l'on a présenté des instances auprès du gouvernement du Venezuela?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Nous cherchons à voir le commerce extérieur sur un plan multilatéral plutôt que bilatéral. D'autre part, vu le déséquilibre commercial marqué entre nos deux pays, nous avons signalé au Venezuela à plusieurs reprises que nous espérons qu'il augmentera ses importations canadiennes.

M. Skoberg: Le gouvernement a-t-il reçu l'assurance qu'on accordera plus de considération aux importations canadiennes?

L'hon. M. Pepin: Le ministre vénézuélien chargé des mines et hydrocarbures était ici il y a trois ou quatre semaines. Le ministre sans portefeuille représentant de la Saskatchewan et moi-même l'avons rencontré; nous avons une liste d'articles qui, pensons-nous, pourraient aisément être exportés du Canada au Venezuela et cela au profit des deux pays. Je puis en donner un exemplaire au député, si cela l'intéresse.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

TAI-WAN—LE DÉLÉGUÉ COMMERCIAL PERMANENT

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, monsieur l'Orateur; j'aimerais savoir si le Canada a un délégué commercial permanent à Tai-Wan.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur. Il n'y a pas de représentant canadien à Tai-Wan.

M. Yewchuk: Le ministre des Affaires économiques de Tai-Wan ayant laissé entendre que son pays envisageait d'acheter du blé canadien, le ministre voudrait-il étudier la possibilité d'y envoyer un délégué commercial permanent?

L'hon. M. Sharp: La Commission canadienne du blé vend son blé sans difficulté dans les pays où nous n'avons pas de délégués

commerciaux et je suis sûr que cette fois encore elle a toute la chance de réussir si la demande existe.

[Français]

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

LA REPRÉSENTATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL À LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Je voudrais savoir si les premiers ministres des provinces ont envoyé une invitation au gouvernement fédéral, afin que celui-ci soit représenté par des observateurs à la prochaine conférence des provinces qui se tiendra à Québec bientôt?

Dans l'affirmative, le gouvernement enverra-t-il des observateurs et le premier ministre connaît-il l'ordre du jour de cette conférence?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, quand les premiers ministres provinciaux se réunissent, évidemment, c'est sans la présence de représentants officiels du gouvernement fédéral. Toutefois, ils ont la courtoisie et la bonne idée de nous demander d'y déléguer des observateurs. Nous avons effectivement choisi certains observateurs qui seront présents à la conférence qui aura lieu à Québec.

[Traduction]

LES ÉLECTIONS

L'ÉGALITÉ DES PRIVILÈGES ÉLECTORAUX AUX IMMIGRANTS

M. Jack Cullen (Sarnia): Je voudrais poser une question au secrétaire d'État. Étant donné que tous les immigrants contribuent également au bien-être du Canada, le gouvernement voudrait-il songer à présenter une mesure destinée à accorder l'égalité des privilèges électoraux à tous les immigrants canadiens?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je sais que le député soulève un problème important, mais je doute qu'il soit urgent. Je ne crois pas qu'il songe à la présentation d'une nouvelle mesure au cours du trimestre actuel de la session en cours. Du moins, j'espère que non.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT—LA POSITION DU CANADA À PROPOS DES ARMES BIOLOGIQUES ET CHIMIQUES

M. David Lewis (York-Sud): J'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, monsieur l'Orateur.